



European Economic and Social Committee
The President

Bruxelles, 17 Avril 2013

Le discours de fin de mandate du Staffan Nilsson

Seul le texte prononcé fait foi

Check Against Delivery

Chers Conseillers, chers tous,

Permettez-moi de commencer par tous vous remercier! En tout premier lieu, je voudrais remercier les membres du groupe III, qui m'ont désigné en 2010 pour être leur président, et vous tous, les membres du Comité, qui m'avez fait confiance pour présider le CESE d'octobre 2010 à aujourd'hui. Le temps est venu maintenant de faire un résumé et une synthèse de ces deux ans et demi. Cela correspond aussi à une obligation formelle, inscrite dans notre règlement intérieur, qui prévoit que le président doit présenter un programme de travail au début de son mandat et rendre compte lorsque celui-ci se termine. Vous avez reçu un rapport complet de nos travaux, ainsi que de petits compléments d'information, sur une clé USB, mais permettez-moi d'évoquer quelques questions dans le compte-rendu que je vous présente ici.

Je voudrais insister sur le fait que ce n'est certainement pas au président seul que revient le mérite des travaux et des progrès que nous avons accomplis, mais à vous tous, les membres, et à tout notre personnel qui prend le plus de part à notre activité. La mission que nous avons est une mission commune.



*European Economic and Social Committee
The President*

Introduction

On ne saurait guère envisager de présenter un tel compte rendu sans parler, à titre d'introduction, de la situation qui règne actuellement dans l'Union européenne: nous connaissons une crise qui se poursuit actuellement dans de nombreux États membres et qui frappe de nombreuses personnes individuellement. Même si beaucoup de décisions politiques ont été prises, elles sont parfois venues trop tard, et parfois elles ne sont pas allées assez loin, pour permettre de sortir de la crise, ou plus exactement des crises, et ce que pourra être l'issue de ces crises, nous ne le savons pas. La situation actuelle de taux de chômage extrêmement élevé d'un point de vue global, et tout particulièrement parmi les jeunes, n'est pas acceptable socialement, et il faut lutter contre cela. C'est ce que nous avons fait valoir dans nos avis dans nos résolutions, comme dans les débats où nous intervenons.

Ce qui se passe aussi, c'est que la confiance dans le projet commun de construire une coopération diminue chez beaucoup de nos concitoyens. Mais cela amène à penser qu'il est d'autant plus important de défendre nos convictions et, dans le rôle qui est le nôtre, de participer activement aux débats qui se déroulent dans nos organisations et au niveau national.

Dans le contexte de crise, un accord est intervenu entre les États membres, au sein du Conseil européen, sur un nouveau budget à long terme de l'union européenne pour les années 2014 à 2020. En plusieurs occasions, j'ai fortement critiqué le refus des gouvernements des États membres de donner à l'UE un budget d'avenir qui soit solide. Si nous n'avons pas un certain nombre de ce que l'on appelle des "contributeurs nets" (cette expression m'est très désagréable), ce n'est pas la peine, alors, de faire le détour par Bruxelles pour adopter un budget européen. La formule même de "budget européen" est faite pour exprimer une solidarité entre les États membres.

L'Union européenne a reçu le prix Nobel de la paix en 2012. Il est bon de rappeler que ce projet, qui a un peu plus de cinquante ans, était une initiative courageuse ayant pour but de reconstruire une Europe qui était disloquée et détruite après la seconde guerre mondiale. Après s'être donné pour objectif de créer un contrôle commun sur la production de charbon et d'acier, le projet s'est



European Economic and Social Committee
The President

développé pour devenir l'Union européenne que nous connaissons aujourd'hui, une union de vingt-sept, et bientôt vingt-huit, États membres.

Pendant ma présidence, nous avons renforcé notre rôle et notre visibilité par rapport aux autres institutions de l'UE. J'en ai reçu de nombreuses preuves, et j'ai recueilli de nombreuses observations positives aussi bien de la part des commissaires que de la part des autres institutions de l'UE. Nous avons un nouvel accord de coopération avec la Commission, en vertu duquel nous avons pu, pour la première fois, apporter une contribution politique au programme de travail de la Commission. Dans mes conversations avec Martin Schulz, un débat s'est aussi engagé sur la question de savoir comment nous pourrions mieux collaborer, de telle sorte que nous soyons en mesure d'élaborer dans les délais qui s'imposent nos avis adressés au Parlement européen.

La devise de mes années de présidence a été: "Engaging people for a sustainable Europe", ou, comme nous le disons en français, "Mobilisons-nous pour une Europe durable". Il s'agit du développement durable sous tous ses aspects, y compris dans une perspective européenne historique.

Pendant ma présidence, nous avons fait reposer nos travaux consultatifs sur trois piliers:

Le dialogue et la participation

Le développement durable et la croissance

La solidarité et le développement

J'ai fait reposer la présidence sur la concertation avec vous, les membres du CESE, et avant tout avec les sections, qui sont le lieu où s'effectuent nos travaux. Nous nous sommes fait aider par une étude qui a été réalisée par un groupe d'analystes, et nous avons organisé un débat politique au sein de la présidence du CESE, au mois de décembre 2010. Tout cela avait pour but l'élaboration d'un programme commun de travail pour ma présidence.



*European Economic and Social Committee
The President*

Le dialogue et participation

Nous avons développé notre rôle de comité consultatif auprès des institutions. Une bonne relation s'est établie entre le président permanent du Conseil, M. Herman Van Rompuy, et moi, et j'ai bénéficié d'une bonne coopération avec le président de la Commission, M. Barroso, ainsi qu'avec tous les commissaires.

En tant qu'organe de représentation institutionnelle de la société civile au niveau de l'UE, une responsabilité particulière nous incombe de combler le fossé qui existe entre les ambitions politiques de l'UE et la manière dont elles sont ressenties dans l'opinion publique.

Nous avons poursuivi l'action inaugurée par M. Mario Sepi et destinée à renforcer les contacts et la coopération avec les Conseils économiques et sociaux nationaux et les institutions similaires. Nous avons intensifié les contacts, et dans les travaux que nous avons consacrés à la stratégie Europe 2020, leur engagement a été pour nous un élément déterminant. Au cours de la première année, j'ai eu la possibilité de rendre visite à pratiquement tous les Conseils nationaux, d'échanger avec eux des expériences et de m'informer sur leurs travaux et sur leur rôle au sein de la société. Cela a été très utile et très enrichissant.

J'avais préparé un nouveau départ de nos travaux au sein du groupe de contact, notre "groupe de liaison", avec les réseaux et les plates-formes d'organisations européennes. Nos contacts en ce domaine avaient déjà commencé de se créer sous la présidence de M. Roger Briesch en tant que stratégie délibérée et en tant qu'initiatives nécessaires pour renforcer notre rôle et pour tirer parti des connaissances et de l'engagement qui existent, au niveau de l'UE, à l'extérieur de notre Comité.

Nous avons organisé la "Journée de la société civile", initiative importante pour la coopération entre le CESE et la société civile organisée au niveau de l'UE. Cette année, la "Journée de la société civile" s'est tenue le 6 mars, et elle avait pour thème: "Aussi européens que possible! Concilier économie, solidarité et démocratie"; et cette journée, nous avons pu la conclure avec la commissaire Reding; cela a été aussi une manière de susciter un mouvement d'opinion et



European Economic and Social Committee
The President

d'exercer une influence. Nous avons également montré que nous étions un Comité ouvert, que nous pouvions être un lieu de rencontre, que nous vivions tous ensemble la réalité et que nous pouvions exercer une influence sur les institutions de l'UE.

Lorsqu'elle était présidente, M^{me} Anne-Marie Sigmund a pris l'initiative de créer "Le prix de la société civile". En 2011, le thème de ce prix a été: "Le dialogue et la participation pour la promotion des valeurs de l'UE: Intégration, diversité, solidarité et tolérance". Nous avons répondu à un besoin de montrer comment la société civile peut faire la différence, de façon positive. Nous avons décerné le prix à trois organisations qui, toutes les trois, ont pour but de faire reculer le plus possible la xénophobie, de lutter contre les discriminations et de promouvoir un traitement juste des immigrants, des minorités et des personnes marginalisées. L'année dernière, en 2012, le thème était: "Innovez pour une Europe durable!" et nous avons pu décerner à trois organisations des prix qu'elles avaient bien mérités.

Le traité de Lisbonne prévoit ce que l'on appelle "l'initiative citoyenne": si l'on recueille un million de signatures, la Commission a l'obligation d'examiner la question soulevée, si celle-ci est de nature à figurer à l'ordre du jour de l'Union européenne. Cette disposition est passée dans la législation, le 1^{er} avril de l'année dernière. Aussi bien en 2012 que cette année, en 2013, nous avons organisé conjointement avec le Comité des régions et le commissaire Šefčovič des conférences pour examiner et rassembler des expériences provenant de pratiquement toutes les initiatives qui ont été lancées.

La coopération a été bonne entre les cabinets des présidents du CESE et du Comité des régions, et je considère comme un succès le fait que nous soyons en mesure de trouver des formes de coopération politique avec la société civile organisée en nous plaçant dans une perspective locale et régionale.

Le développement durable et la croissance

Ce sont là, selon moi, les deux faces d'une seule et même notion. Il nous faut la croissance, nous le savons, mais il faut faire en sorte que cette croissance soit durable. Il est absurde que même un accident catastrophique puisse être un



European Economic and Social Committee
The President

élément statistique dénotant une contribution à la croissance. Nous devons faire intervenir d'autres chiffres-clés, d'autres paramètres et d'autres indicateurs qui rendent compte aussi de la croissance économique de façon écologique et durable, en tenant compte, de surcroît, des valeurs sociales.

Dans nombre de nos avis, nous avons formulé des recommandations aux institutions de l'UE en ce qui concerne la crise et le type de mesures que, selon nous, l'UE et les États membres doivent mettre en œuvre.

Au fil des années, nous nous sommes exprimés sur toutes les grandes questions, telles que celle-ci:

- une feuille de route pour une union bancaire, et maintenant la dimension sociale, à la demande de M. Herman Van Rompuy, président du Conseil, qui a formulé cette demande lorsqu'il est venu participer à notre session plénière de février,
- les marchés financiers et le secteur financier,
- la future politique agricole commune.

Nous avons une démarche précise au sein du comité directeur du CESE pour le suivi de la stratégie Europe 2020 (une croissance intelligente et durable pour tous), comité directeur que nous avons mis en place au début de mon mandat. De par la composition que nous lui avons donnée (notamment, les présidents des sections, des groupes et des observatoires) nous avons pu disposer d'un comité directeur capable de travailler de manière horizontale. La stratégie Europe 2020 est une stratégie horizontale, et le CESE doit avoir, et a eu, en la matière une approche qui intègre cette réalité.

Nos travaux concernant la stratégie Europe 2020 se sont déroulés en collaboration avec les Conseils économiques et sociaux nationaux, ce qui correspondait à une nécessité. Ce que nous avons pu réaliser avec les Conseils nationaux a été de répercuter les réactions de la société civile aux processus de mise en œuvre par les États membres, réactions que la Commission ne reçoit d'aucune autre source. À plusieurs reprises, j'ai obtenu confirmation de notre rôle à cet égard, lors de mes rencontres bilatérales avec M. Barroso, président de la Commission.



European Economic and Social Committee
The President

Et rappelez-vous que ce qui se trouve au cœur de cette stratégie, ce sont des économies de croissance, où les entreprises créent du travail et de l'emploi.

Le CESE a recommandé un examen de la stratégie de développement durable de l'UE, et nous avons accueilli avec satisfaction les conclusions de la présidence du Conseil dans lesquelles la Commission est invitée à procéder à cet examen. Mais il faut aussi, lors de l'examen de mi-parcours de la stratégie Europe 2020, intégrer dans cette stratégie la perspective du développement durable.

Nous avons été en mesure d'organiser, au mois de septembre de l'année dernière, une très large conférence, très bien préparée, sur la stratégie Europe 2020 envisagée dans tous ses aspects, conférence qui s'est conclue par trente recommandations ciblées, adressées aux responsables politiques de l'UE. Cela a été le résultat d'une bonne coopération entre toutes les sections, grâce à laquelle nous avons pu concentrer l'attention sur les avis que le Comité a adoptés en ce qui concerne le contenu de la stratégie.

Au mois de juin de l'année dernière, nous avons pu participer, en délégation, au grand Sommet des Nations unies sur le "Développement durable", qui rassemblait des responsables politiques du monde entier. Nous avons été en mesure de concilier la participation à ce Sommet avec plusieurs autres rencontres et conférences en l'espace de quelques jours. Nous avons organisé une "manifestation parallèle" dans le pavillon de l'UE, la seule à laquelle ait participé M. Barroso, président de la Commission.

Le Sommet Rio+20 a-t-il donc été important? Oui, sans aucun doute. Bien sûr, nous n'avons pas été satisfaits du document final, mais les responsables politiques de la planète ont concentré leur attention sur l'avenir et sur la manière dont nous allons pouvoir résoudre le problème d'un changement climatique et réussir à éradiquer la pauvreté dans le monde, ainsi qu'à assurer une justice sociale.

Nous avons longuement préparé notre participation. Pendant près d'un an, nous avons constitué un réseau avec des organisations de la société civile dont l'activité touche à l'environnement, afin de pouvoir apporter une contribution



European Economic and Social Committee
The President

commune. Nous avons mené, et continuons de mener, des travaux de suivi, conjointement avec le groupe d'analystes EPC et d'autres organisations, et nous avons eu des réunions de travail avec le commissaire Janez Potočnik. Ce dont il s'agit dans ce domaine particulier, c'est de susciter un mouvement d'opinion, par le moyen des avis, mais aussi par des débats et un engagement actifs.

J'ose affirmer que nos travaux liés à Rio+20 nous ont aussi établi sur la scène internationale en tant que point de contact européen pour l'expertise en la matière et en tant que forum où peuvent intervenir les acteurs concernés dans une perspective de durabilité.

Bon nombre de gens se demandent peut-être pourquoi il y a lieu de mettre en avant le "développement durable" à un moment où l'Europe se trouve dans une profonde crise économique et sociale? Mais justement, c'est maintenant qu'il nous faut investir dans le développement durable, au plan social, économique et environnemental.

Un autre volet de la perspective de développement durable comme de la perspective de croissance est notre rapidité de réaction et la communication de nos priorités au commissaire Barnier concernant son initiative d'achèvement du marché intérieur; cela revêt notamment de l'importance pour toutes les petites et moyennes entreprises européennes.

La solidarité et le développement

Permettez-moi d'évoquer ici aussi un échantillon des activités que nous avons menées. Les questions de migration sont fortement liées aux notions à la fois de solidarité et de développement. Une part importante de l'immigration qui ne passe pas par les canaux réguliers s'explique par le fait que les personnes concernées sont à la recherche d'une vie meilleure, même si la vie d'immigré est surtout faite de difficultés et d'insécurité, et s'accompagne souvent de travail illégal et de conditions déplorables. C'est pourquoi il faut que l'UE contribue de diverses manières un développement social qui se déploie à une échelle mondiale, en partie par le moyen de l'aide au développement et en partie par des actions visant à faciliter les échanges commerciaux.



European Economic and Social Committee
The President

Le 15 mars de cette année, nous avons organisé ici, à Bruxelles, conjointement avec le Conseil de l'Europe et le Conseil économique, social et environnemental français, une importante conférence sur l'intégration et les droits de l'homme. Je pense encore à la façon dont l'un des participants, M. Peter Bossman, qui est le maire de la ville de Piran, en Slovénie, a raconté son parcours, qui l'a mené de son pays d'Afrique jusqu'à l'intégration dans la société slovène, où il exerce un mandat citoyen.

Une question qui retient l'attention aussi bien des gouvernements que de la FAO et de la Banque mondiale est celle de l'accès à l'alimentation, de la rapidité accrue des variations des prix et de la nécessité d'alimenter une population qui est en expansion; il s'agit là d'une problématique dont on estime aussi qu'elle a été l'un des facteurs ayant contribué à ce que l'on appelle le printemps arabe. Nous avons organisé une conférence sur la sécurité alimentaire, dont le thème était: "De quoi manger pour tous – Vers un contrat planétaire", et nous avons eu la possibilité de transmettre un message et des conclusions au ministre français de l'agriculture de l'époque, le jour même où il a ouvert la réunion (qui était convoquée pour la première fois) du G20 avec les ministres de l'agriculture. Ultérieurement, nous avons aussi constitué un groupe d'études permanent pour travailler sur la question de la sécurité alimentaire.

Nous avons de nombreuses missions différentes à accomplir en ce qui concerne nos relations extérieures, le Parlement européen et les pays ACP, le processus européen de Barcelone et Euromed, les Sommets de l'UE et la Chine–le Brésil–l'Amérique latine. Nous sommes fortement engagés dans notre voisinage, dans les Balkans occidentaux et dans le partenariat oriental, qui est né d'une initiative de la Suède et de la Pologne.

Précisément comme nous l'avons fait lors de précédents élargissements, nous assurons un suivi des pays candidats par l'intermédiaire de nos comités consultatifs. Nous en avons, pour ainsi dire, terminé avec la Croatie, mais nous nous occupons de l'Islande et nous avons commencé à travailler sur le Monténégro. Il va de soi que pour le CESE, cela constitue une priorité.

Je voudrais aussi mettre l'accent sur les travaux que nous avons réalisés concernant notre voisinage, travaux qui, pour nous, constituent une priorité



European Economic and Social Committee
The President

toute particulière. Le commissaire Stefan Füle a mis en avant nos travaux concernant les Balkans occidentaux, et il a bien conscience de ce que plusieurs d'entre vous, membres du Comité, avez voulu accomplir en ce qui concerne le partenariat oriental, c'est-à-dire intégrer dans le dialogue les partenaires sociaux, les syndicats et les employeurs. Il s'agit là d'un élément qu'il a souligné le 6 avril encore, lors d'une réunion Euromed, au cours de laquelle il a fait observer que nous devons éviter de faire les mêmes erreurs à cet égard, si nous disposons d'un forum civil de contact dans le cadre d'Euromed, et que nous devons faire participer les représentants du dialogue social.

J'ai été invité à des réunions officielles des ministres, mais aussi à des réunions informelles, concernant le partenariat oriental et la dimension septentrionale. Indéniablement, il était intéressant de pouvoir écouter plusieurs ministres des Affaires étrangères d'États membres de l'UE s'exprimer et adresser leurs observations aussi bien à l'Ukraine qu'au Belarus. Et puis, j'ai peut-être apporté une petite contribution au moment où, pendant l'une de mes interventions, j'ai amené le ministre suédois des affaires étrangères (qui écrivait constamment sur son iPad) à déclarer dans un "tweet" combien il était important que la société civile soit associée à la mise en place de structures démocratiques.

Je pense aussi que vous tous ici présents comprenez et reconnaissez que nous sommes tout à fait dans le cadre de notre mission lorsque nous organisons nos Sommets de la société civile organisée de la zone Euromed. Nous avons réussi à faire en sorte qu'à la fois des représentants d'Israël et de la Palestine participent ensemble à un séminaire. Nous sommes parvenus à prendre en partie une nouvelle orientation dans un contexte où le paysage des organisations s'est renouvelé après le printemps arabe. Les dernières en date de nos réunions, aussi bien à Ankara qu'à Amman, ont été des réussites.

Il nous faut aussi accepter que les questions commerciales jouent un rôle considérable et important dans la politique de développement. La position du CESE est que la meilleure solution serait de conclure des accords multinationaux, mais ce que l'on appelle le cycle de Doha est actuellement au point mort, et pour l'instant, ce sont des accords bilatéraux qui sont en cours de négociation avec plusieurs pays et plusieurs régions. Le CESE a été chargé du suivi et de la conduite des travaux du groupe de la société civile qui s'occupe de



European Economic and Social Committee
The President

l'accord avec la Corée. J'ai particulièrement apprécié que nous ait été confiée cette mission qui nous permet de jouer un rôle par rapport aux partenaires sociaux et aux organisations européennes.

Notre méthode de travail

Chers Conseillers, avant de conclure, je voudrais dire quelques mots de notre méthode de travail.

Chaque nouveau président donne de nouvelles impulsions. Je voudrais que vous vous mobilisiez, vous, les Conseillers, mais aussi toutes les personnes qui nous entourent. Je souhaite la mobilisation de la société civile au sens large. Je voudrais que le Comité aille dans le sens de l'ouverture, qu'il soit disposé à expérimenter de nouvelles méthodes de travail.

Notre mission principale, selon le traité, est de rendre des avis sur des textes que nous communique la Commission, dans le cadre du processus législatif. De nombreux articles du traité prévoient que la Commission nous consulte. Mais pour exercer une influence et obtenir des résultats, il ne suffit pas de transmettre un document. C'est pourquoi je me suis activement engagé sur le terrain; c'est pourquoi j'ai participé à des conférences et collaboré avec les institutions de l'UE et la société civile organisée. Exactement de la même manière que vous, les Conseillers, dans le travail vous accomplissez quotidiennement pour le CESE.

Je voudrais vous donner un exemple de réussite à porter à notre actif: avant une réunion informelle des ministres, pendant la présidence chypriote, deux membres du Comité sont venus me voir et m'ont dit: "Il faut y aller".

Le CESE avait présenté un avis au contenu énergique et adopté une position forte concernant le principe de partenariat dans la politique de cohésion. Il se trouve que le Conseil ne voulait pas des règles et des recommandations proposées par la Commission. Pendant la réunion, il m'a été donné, comme aux ministres, quelques minutes pour intervenir. Après cela, plusieurs représentants de gouvernements se sont déclarés en accord avec mon intervention. À la suite de cela, le partenariat a été réintroduit en tant que principe dans la proposition. Je



European Economic and Social Committee
The President

ne pense pas, et je ne prétends pas, que nous avons accompli cela tout seuls, mais nous avons apporté notre contribution, et nous avons fait réussir quelque chose.

Un autre exemple représentatif que l'on peut citer est celui de la mission qui nous a été confiée dans les conclusions du Conseil pour ce qui concerne le "Semestre européen", grâce à des conversations que j'ai eues avec le président du Conseil, M. Herman Van Rompuy, et à des lettres que je lui ai adressées.

Pour conclure

Un grand merci à vous tous, membres du Comité, pour votre soutien, vos critiques et votre amitié.

J'adresse des remerciements particuliers à mes vice-présidents, Anna Maria et Jacek, et un grand merci aux présidents des groupes, Luca, Georgios et Henri, et merci aux présidents des sections et des observatoires, et à vous tous qui avez exercé des fonctions particulières.

J'adresse spécialement mes remerciements à vous tous qui travaillez dans les services du CESE et dans notre structure commune; merci à tout le personnel. Le travail que vous faites est fantastique.

Merci, Martin, à vous et à vos collaborateurs, de m'avoir toujours bien soutenu.

Et encore un remerciement, qui sera le dernier, mais qui est un grand merci chaleureux à tous les interprètes.

J'en ai terminé!

For further details:

Coralia Catana | EESC President's Spokesperson

+32 (0)25469963 | +32 (0)498984613

E-mail: coralia.catana@eesc.europa.eu | president.eesc@eesc.europa.eu

Internet: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.staffan-nilsson-speeches>